

<https://www.paris-normandie.fr/id422423/article/2023-06-12/harcelement-scolaire-pap-ndi...>

Par AFP

3 min read

## Harcèlement scolaire: Pap Ndiaye multiplie les annonces, les syndicats dénoncent une «improvisation»

Reconnaissant que l'Education nationale avait « *encore du chemin à faire* », M. Ndiaye avait promis des moyens supplémentaires pour lutter contre ce fléau. Il avait annoncé la nomination d'un référent sur le harcèlement (infirmière, conseiller principal d'éducation ou enseignant) dans chaque établissement à la rentrée.

Autres actions prévues : l'extension au lycée du programme pHARe de lutte contre le harcèlement à la rentrée, la possibilité d'écarter d'une école un élève auteur de harcèlement, la saisine systématique du procureur en cas de harcèlement, une formation obligatoire des personnels ou des moyens accrus pour les plateformes d'alerte et d'écoute sur le sujet, le 3020 (pour les familles et victimes) et le 3018 (sur le cyberharcèlement).

### Les associations dénoncent un « effet de communication »

Le sujet a également été au menu de concertations menées depuis vendredi 9 juin 2023 avec les syndicats de l'Education nationale, les fédérations de parents d'élèves ou les dirigeants des réseaux sociaux.

Mais les syndicats enseignants, qui ont été reçus lundi 12 juin au matin par le ministre, ont dénoncé « *improvisation* » et « *précipitation* ».

« *Nous convoquer à la hâte est avant tout un effet de communication* », a réagi auprès de l'AFP Sophie Vénéitay, secrétaire générale du Snes-FSU, principal syndicat des collèges et lycées, à l'issue de cette réunion.

« *Bien sûr qu'il faut agir sur le harcèlement, nous le faisons déjà dans les établissements* », a-t-elle ajouté. « *Mais il faut y consacrer plus de temps car le sujet est très sérieux* ». Pour elle, « *il faut vraiment un cap plus affirmé et mettre des moyens* ».

« *La coupe est pleine. On ne peut pas nous annoncer du jour pour le lendemain une convocation* », a déploré également Frédéric Marchand, secrétaire général de l'UNSA Education, dénonçant la « *précipitation* » du ministère. Le secrétaire général de l'UNSA Education, Jérôme Fournier, a quant à lui interpellé le ministre *via* son compte Twitter

Pour lui, « *il faut renforcer la sensibilisation aux réseaux sociaux, ce qui est déjà fait, mais il faut aller plus loin* ».

« *La question du harcèlement ne s'arrête pas aux murs des écoles* », a-t-il insisté. « *Il faut aussi renforcer les partenariats avec la police, la justice, renforcer les équipes pluridisciplinaires, pour avoir un travail qui couvre l'ensemble de la communauté éducative* ».

Pour Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du Sgen-CFDT, « *le ministre voulait marquer le coup après le suicide de Lindsay* ». « *Mais attention, le sujet du harcèlement demande un travail sur le temps long* ».

Le principal syndicat des chefs d'établissement, le SNPDEN-Unsa, a lui aussi déploré « *l'improvisation* » du ministère, dans une période déjà extrêmement chargée. « *Si on veut faire évoluer la lutte contre le harcèlement, on a encore toute la fin d'année pour une réelle concertation* », a-t-il estimé.

Generated with Reader Mode